

Soutenir la Genève internationale

PARLEMENT. Le National a adopté jeudi une motion PLR du Conseil des Etats demandant un plan d'action.

La Suisse doit en faire plus en faveur du système multilatéral et d'une Genève internationale forte. Le National a adopté jeudi, par 117 voix contre 61, une motion PLR du Conseil des Etats demandant un plan d'action afin de renforcer le système multilatéral. A l'origine de la motion, le conseiller aux Etats Pascal Broulis (PLR/VD) s'inquiète des coupes de l'administration américaine qui affaiblissent nombre d'organisations internationales agissant dans de nombreux domaines comme le droit humanitaire, le travail, l'économie et le commerce.

Face à la gravité de la situation, la Suisse ne peut pas rester les bras croisés. En collaboration avec ses partenaires internationaux et l'ONU, elle doit proposer un plan d'action international en faveur du système multilatéral, selon Pascal Broulis. Il demande des actions concrètes de mobilisation, en termes de financement des organisations, mais aussi de sensibilisation.

Le multilatéralisme est dans une mauvaise passe, il doit se réinventer alors qu'il bénéficie

encore d'un large soutien dans la communauté internationale, a estimé Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE) pour la commission. Dans ce cadre, la Suisse doit se repositionner.

Le Conseil fédéral était aussi d'accord avec la motion. Le chef de la diplomatie, Ignazio Cassis, a rappelé que le Parlement vient de valider des mesures urgentes ainsi qu'un plafond de dépenses de 122,6 millions de francs pour 2026-2029, pour que la Suisse renforce sa position d'Etat hôte. Il a aussi promis que le Conseil fédéral rendra compte dans un rapport de la situation en matière de multilatéralisme.

UDC opposée

L'UDC a fait cavalier seul contre la motion. Le succès de la Suisse n'est pas lié au multilatéralisme, mais à l'indépendance, a avancé Lukas Reimann (UDC/SG).

A Genève, le Conseil d'Etat a aussi été chargé de présenter une stratégie ainsi qu'un plan d'action garantissant les conditions cadre nécessaires au maintien à long terme de la Genève internationale. (ats)